

Écocide à Téhéran : quand la guerre envahit l'air que les personnes respirent

Le problème ne se limite pas au bombardement de quelques dépôts pétroliers. Le véritable enjeu est que, dans les guerres modernes, les infrastructures énergétiques ne constituent plus seulement une cible militaire. Elles sont devenues le point de convergence entre la guerre, l'économie, l'environnement et la vie quotidienne. Lorsque les installations de stockage de carburant de Téhéran, Rey, Shahrān, Ghoochak, Fardis et Alborz sont attaquées, ce n'est pas seulement l'essence, le diesel ou le gaz naturel qui brûlent. C'est l'air qui brûle. Le sol est contaminé. Les corps des citoyens sont exposés à des particules toxiques. Pendant plusieurs heures, voire plusieurs jours, la ville se transforme en théâtre d'une guerre chimique non déclarée — une guerre sans annonce officielle, mais que l'on peut respirer.

Deux mois après les attaques contre les dépôts pétroliers de Téhéran et d'Alborz, Shina Ansari, directrice du Département de l'environnement iranien, a qualifié ces frappes d'« écocide ». Ce terme désigne une destruction environnementale grave, généralisée ou à long terme causée par des actions imprudentes ou illégales. Selon elle, au cours de la récente guerre — désormais liée à un cessez-le-feu fragile —, environ 368 000 mètres cubes de carburant liquide et près de 199 millions de mètres cubes de gaz naturel ont été détruits par des incendies et des torchages d'urgence. En d'autres termes, une quantité énorme de combustibles fossiles a brûlé en peu de temps, libérant les produits de la combustion dans l'atmosphère du pays.

Dans la soirée du 16 mars, les États-Unis et Israël ont bombardé des dépôts pétroliers à Téhéran et dans la province d'Alborz. Le lendemain matin, Téhéran et Karaj se sont réveillées sous un voile de fumée et d'obscurité. Pour de nombreuses et nombreux habitants, la question immédiate ne portait plus sur la politique étrangère ou l'équilibre militaire. La question était de savoir s'il était encore sûr de respirer. L'air était-il toxique ? Allait-il y avoir des pluies acides ? Les enfants, les personnes âgées, les patient·es cardiaques et en difficultés respiratoires, ainsi que les travailleurs/travailleuses contraint·es de quitter leur domicile, allaient-elles et ils devenir les boucliers invisibles de cette guerre ?

Finalement, les autorités ont conseillé à la population de ne pas sortir de chez elle sauf en cas d'absolue nécessité. Les précipitations et les vents violents ont contribué à disperser une partie de la pollution. Plus tard, le directeur de la Société de contrôle de la qualité de l'air de Téhéran a expliqué qu'une grande partie de la suie s'était élevée dans les couches supérieures de l'atmosphère en raison de la chaleur générée par les explosions. En raison de conditions météorologiques instables et d'une couche de mélange atmosphérique élevée, aucune augmentation spectaculaire n'a été enregistrée dans l'ensemble des stations de surveillance au sol.

Pourtant, cette explication technique ne doit pas masquer la réalité fondamentale : la santé publique a été laissée à la merci des conditions météorologiques. Si le vent n'avait pas soufflé, si la pluie n'était pas tombée, ou si la couche atmosphérique avait été plus basse, à quel niveau de pollution Téhéran et Karaj auraient-elles été confrontées ?

C'est là que réside la principale contradiction. Les gouvernements, les armées et les alliances militaires justifient les attaques contre les infrastructures énergétiques en invoquant la sécurité et la dissuasion. Mais le véritable coût se fait sentir dans le corps des êtres humains. Même si la logique militaire décrit ces frappes comme « visant les infrastructures », il s'agit, dans la pratique, d'attaques contre les conditions nécessaires à la vie elle-même : l'air que les personnes respirent, le sol qui se pollue, l'eau qui risque d'être contaminée et la ville qui doit survivre entre la guerre et la vie quotidienne.

Le ministère iranien de l'Environnement indique qu'après les explosions, des augmentations temporaires de polluants dangereux — notamment des composés organiques volatils — ont été détectées, ainsi qu'une contamination localisée du sol et des particules en suspension dans l'air par le pétrole. Cependant, le rapport complet sur ces dommages n'a toujours pas été publié. Ce retard fait lui-même partie du problème. Une société qui a inhalé la pollution a le droit de savoir ce qui s'est introduit dans son air, son sol et ses corps. L'écocide n'est pas seulement une question de correspondance diplomatique avec les institutions internationales. C'est aussi une question de droit du public à l'information, aux soins de santé, à la responsabilité juridique et à la protection.

Dans le même temps, un autre incident environnemental s'est produit dans le golfe Persique. Des images d'une vaste nappe de pétrole noir près de l'île de Kharg se sont rapidement propagées sur les réseaux sociaux, laissant supposer une fuite provenant d'installations pétrolières iraniennes. Les autorités environnementales iraniennes ont par la suite déclaré que les enquêtes préliminaires indiquaient que la pollution provenait d'eaux de ballast contaminées rejetées par un pétrolier étranger, et qu'aucune fuite n'avait été signalée au niveau des oléoducs, des terminaux ou des plateformes offshore iraniens.

Si cela se confirmait, cela révélerait une autre dimension de cette même crise. Le golfe Persique n'est pas seulement un corridor énergétique ; c'est un espace écologique partagé par des millions de personnes et d'innombrables espèces marines. Pourtant, dans la logique du pétrole, de la guerre, du transport maritime et du profit, il est souvent réduit à une surface où les coûts environnementaux peuvent être déversés et dissimulés.

Les responsables environnementaux iraniens affirment avoir transmis des documents sur les dommages écologiques causés par la guerre aux Nations unies et aux organisations environnementales internationales. Des groupes de la société civile et des ONG environnementales ont également écrit à des organismes internationaux. Jusqu'à présent, toutefois, aucune réponse significative n'a été apportée.

Pour autant, la critique de l'écocide ne doit pas rester confinée au langage officiel de l'État. Les États-Unis et Israël portent la responsabilité d'attaques dont les conséquences environnementales ont directement affecté la vie des citoyen·nes ordinaires en Iran. Mais la République islamique ne peut se retrancher derrière l'agression extérieure et réduire la question à un simple problème diplomatique. Un État qui a passé des décennies à affaiblir l'environnement iranien par un développement fondé sur la rente, la dépendance au pétrole, des projets de barrages destructeurs, la privatisation des ressources naturelles, la répression des militant·es écologistes et la sécurisation de l'information publique ne peut soudainement se présenter uniquement comme le défenseur de la nature.

La réalité est que la guerre étrangère et la destruction interne ne sont pas des processus distincts. Les bombes américaines et israéliennes ont pollué le ciel de Téhéran en quelques heures. Mais des années de gestion environnementale opaque et axée sur la sécurité avaient déjà rendu la société vulnérable à ce type précis de catastrophe.

Si l'écocide doit être considéré comme un concept sérieux, il doit désigner à la fois l'agression militaire et le droit du public à la transparence, aux soins de santé, à l'indemnisation et au contrôle démocratique des infrastructures vitales.

L'air au-dessus de Téhéran en ce sombre matin n'était pas seulement pollué. Il était la preuve que dans les guerres du pétrole, les personnes ordinaires sont toujours en première ligne — même lorsqu'elles ne portent aucune arme.

Siyavash Shahabi, 13 mai 2026

<https://firenexttime.net/ecocide-in-tehran-when-war-reaches-the-air-people-breathe/>
traduction DE

